



# LE 6 DECEMBRE, FAISONS ENTENDRE NOTRE COLÈRE !

Suite à la colère qui s'est exprimée dès la rentrée contre son budget, Bayrou a dû partir, remplacé par Lecornu bien décidé à poursuivre la même politique. Le théâtre parlementaire comme les tractations avec le PS n'y changent rien, le gouvernement veut imposer une politique d'austérité à l'ensemble des classes populaires, en refusant de prendre sur les milliards qu'ont engrangés les plus riches.

## AUSTERITE POUR LES PLUS PAUVRES, CADEAUX POUR LES PLUS RICHES

- Plan d'économies de 7 milliards dans la santé, alors que les salarié.es du secteur sont à bout. Les fédérations hospitalières elles-mêmes dénoncent « *la pire cure d'économies sur l'hôpital depuis les années 2010* » !
- Franchises et participations médicales (reste à charge sur les médicaments, rendez-vous médicaux, transports sanitaires...) passant de 100 euros à entre 250 et 350 euros par an et par personne.
- Economies sur les prestations sociales, les retraites, suppression de plus de 3000 postes dans la fonction publique et les organismes de Sécurité sociale,...
- Mise en place d'une Allocation Unique de Solidarité afin de mieux contrôler celles et ceux qui perçoivent RSA, primes d'activité, allocations logement. Le Sénat veut même rajouter un article de loi qui permet à France Travail d'accéder aux données personnelles des allocataires (registre des compagnies aériennes, données de connexion, registre des opérateurs téléphoniques)... Un véritable flicage des privé.es d'emplois !

Mais pas question de taxer les riches, pas même avec la taxe Zucman « *allégée* » qui n'égratignerait même pas leur fortune. Tous ces grands patrons crient au « délit fiscal », en se présentant comme ceux « *qui créent les richesses* » quand ils ne font que les détourner à leur profit : ils ont capté 211 milliards d'argent public en 2023 et même 270 milliards si on compte les allègements d'impôts !

***Ce sont les capitalistes qui creusent la dette, alors que 145 milliardaires français possèdent à eux seuls 1128 milliards d'euros soit 40% du PIB !***

## CA NE PEUT PLUS DURER !

Alors que le gouvernement veut imposer la régression sociale, la misère s'aggrave pour le plus grand nombre :

- 912 personnes sont mortes dans la rue en France en 2024. Un chiffre en progression permanente et qui a bondi de 42,5 % depuis 2018 !
- Coupes brutales dans les budgets alloués aux associations qui interviennent quotidiennement contre la précarité.
- D'après la CGT, 444 plans de licenciements ont été annoncés sur un an, soit 100 000 emplois supprimés ou menacés.
- Depuis un an, on recense plus de 68 000 défaillances d'entreprises.
- Plus de 7,5 millions de travailleur.es sont inscrit.es à France Travail. On est loin du « *plein emploi* » promis par Macron, qui ne servait qu'à justifier les attaques contre les chômeur.es et leurs droits.

**Alors que le chômage augmente, le gouvernement continue de s'en prendre aux droits des demandeur.es d'emploi et à faire des coupes dans tous les budgets sociaux indispensables aux plus pauvres :**

- Mise en application du décret sanction de la loi Plein emploi à l'encontre des bénéficiaires du RSA-C (conditionné) qui prévoit des sanctions financières progressives jusqu'à priver les plus précaires de leur moyen de vivre !
- Après une convention d'assurance chômage prévoyant 2,4 milliards d'économies sur le dos des privé.es d'emplois sur 2025-2028, le gouvernement veut encore charger la barque. Il vise un nouveau projet de réforme de l'assurance chômage pour économiser 3 milliards sur leur dos.
- L'Etat veut ponctionner 4,1 milliards sur l'Unedic qui du coup, sera déficitaire de 1,3 milliard en 2026.
- Flicage permanent des chômeur.es par l'IA dans le but d'augmenter les radiations.
- Le ministre du travail veut même supprimer la « prime de Noël » pour les chômeur.es sans enfants... Prendre sur le dos des plus pauvres pour continuer à arroser largement les plus riches !

**Comme nous l'avons fait le 10 septembre et les journées qui ont suivi, sur les réseaux, dans les équipes syndicales, les collectifs de lutte, les associations, ... organisons-nous, chômeur.es, précaires, travailleur.es, jeunes, retraité.es pour faire entendre notre colère et mettre fin à cette régression sociale.**

#### **Exigeons tous-tes ensemble :**

- L'abrogation de la convention d'assurance chômage de novembre 2024 et 1er avril 2025
- L'abrogation de la loi « plein-emploi » et de son décret-sanction du 1er juillet 2025
- La hausse des minima sociaux pour une vie digne pour tous et toutes vers un revenu garanti avec ou sans travail à hauteur du SMIC
- L'interdiction des licenciements et partage du travail et du temps de travail entre tous et toutes sans partage du salaire.
- La répartition des richesses entre tous et toutes.

## **MANIFESTATION 6 DECEMBRE 15h place de la Victoire**

**Le Collectif des Fauché.es Solidaires et premières organisations signataires :**

AC! Gironde, AG de lutte, AG Féministe, Collectif de Bassens, Collectif Bordeaux Centre, Bordeaux en Luttes BEL, ATTAC 33, DAL 33, CLAP 33, OPA, La Maraude du Coeur, l'Envol, CGT Educ' 33, CGT Arianegroup Issac, UL CGT Bordeaux-centre, UL CGT de Pessac, FSU Emploi Nouvelle Aquitaine, Sud Emploi, Solidaires 33, Jeunes Insoumis.es Bordeaux, LFI 33, NPA-Révolutionnaires

***Pour nous contacter : collectif.des.fauches.solidaires@protonmail.com***